



Métropoles

15 | 2014

Politiques urbaines alternatives (1)

Alterpolitiques!

Vincent Béal et Max Rousseau



Éditeur

ENTPE - École Nationale des Travaux
Publics de l'État

Édition électronique

URL : <http://metropoles.revues.org/4948>

ISSN : 1957-7788

Référence électronique

Vincent Béal et Max Rousseau, « Alterpolitiques! », *Métropoles* [En ligne], 15 | 2014, mis en ligne le 15 décembre 2014, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://metropoles.revues.org/4948>

Ce document a été généré automatiquement le 30 septembre 2016.



Métropoles est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Alterpolitiques!

Vincent Béal et Max Rousseau

« The revolutionary replacement of one system by another is both impossible and undesirable. The only way to think of changing the world radically is as a multiplicity of interstitial movements running from the particular. It is in the interstices that the 'ordinary people' who are the heroes of this book are to be found » (Holloway, 2010: 10).

« What remains of the radical left now operates largely outside of any institutional or organised oppositional channels, in the hope that small-scale actions and local activism can ultimately add up to some kind of satisfactory macro alternative. [...] This left seeks to change the world without taking power, so an increasingly consolidated plutocratic capitalist class remains unchallenged in its ability to dominate the world without constraint » (Harvey, 2014a: xii-xiii).

1. Néolibéralisation et réduction de l'espace des choix dans les politiques urbaines

- 1 Pour de nombreux auteurs, l'évolution des politiques de développement urbain se caractérise depuis trois décennies par des dynamiques entrepreneuriales (Harvey, 2014b ; Hall et Hubbard, 1996 ; Moulaert *et al.*, 2005). La célèbre formule de Margaret Thatcher « *There is no alternative* » semble s'être finalement réalisée, tant les politiques urbaines se sont alignées sur un agenda centré sur la compétitivité et l'attractivité. Depuis les années 1980, les villes, et notamment les plus grandes d'entre elles, ont en effet dû troquer une part croissante de leur portefeuille redistributif (versement d'un « salaire social »,

production de biens et de services collectifs, contrôle de la rente foncière, etc.) contre des politiques urbaines de l'offre visant à créer les conditions nécessaires à l'attraction des investisseurs, des entreprises et des classes sociales privilégiées (Amin, 1994 ; Peck et Tickell, 2002 ; Béal et Rousseau, 2008 ; Rousseau, 2009 ; Morel Journel et Sala Pala, 2012 ; Morange et Fol, 2014). Les causes de cette évolution sont désormais bien connues. Elles dépassent largement la simple échelle locale, ce qui obscurcit davantage la possibilité de l'avènement de politiques urbaines « alternatives ».

- 2 De fait, la conversion des gouvernements urbains à l'entrepreneurialisme puise ses sources dans le délitement du mode de régulation fordiste, sous l'effet combiné de la globalisation et du tournant compétitif pris par les politiques urbaines élaborées aux échelons nationaux et supranationaux (Le Galès, 2003 ; Brenner, 2003). Cette évolution de l'orientation des gouvernements locaux a produit deux conséquences majeures sur les politiques urbaines. Premièrement, au niveau des processus d'action et des systèmes d'acteurs, on constate un renforcement constant du rôle des acteurs privés dans la gouvernance des villes (Harvey, 2014b ; Le Galès, 1995 ; Halpern et Pollard, 2013) ainsi que la structuration de coalitions urbaines dont la légitimité repose davantage sur leur capacité à produire des politiques urbaines et une « vision » stratégique, que dans leur souci d'entretenir des rapports étroits avec les différents groupes qui composent la ville – et notamment les plus défavorisés (Stone, 1993 ; Pinson, 2007 ; Béal, 2010). Deuxièmement, au niveau des contenus et de la rationalité des politiques urbaines, on assiste à des processus de standardisation de ces politiques, qui apparaissent certes plurielles dans leurs objectifs et leurs modalités, mais n'en restent pas moins dominées par un horizon indépassable : celui de la croissance économique et démographique, perçue comme l'indicateur privilégié de la réussite des villes et de leur capacité à faire bonne figure sur la scène internationale.
- 3 Ce mouvement de standardisation s'est souvent appuyé sur la consécration de « modèles » qui occupent désormais une place sans précédent dans la production urbaine (*Espaces et Sociétés*, 2007 ; Soderstrom et Paquot, 2012 ; Carriou et Ratouis, 2014). Ceux-ci s'apparentent à des expériences qui, en vertu de leur réputation d'excellence et d'exemplarité, finissent par acquérir le statut de « bonnes pratiques » ou d'exemples à suivre, sans que ni leur bien-fondé, ni leur adaptabilité à d'autres contextes que celui de leur élaboration ne soient démontrés, voire débattus (Béal, 2014). Ces modèles concernent des domaines aussi variés que la « régénération par la culture », les politiques de développement durable, les stratégies de marketing territorial et d'hébergement de grands événements, la construction de quartiers d'affaires, de centres commerciaux, de stades de sport ou de nouvelles infrastructures de transport, etc. L'ensemble de ces politiques et projets urbains semble dominé par un objectif surplombant : (re)développer les villes en les rendant plus attractives pour les firmes post-fordistes et les groupes sociaux les plus désirés (cadres supérieurs, étudiants, « créatifs », touristes, etc.), afin de renforcer leur positionnement au sein de la nouvelle division internationale de la production et de la consommation (Reigner, 2013 ; Rousseau, 2014). Cette tendance puise elle-même ses racines dans l'action conjointe de plusieurs dynamiques : la pénétration des dogmes néolibéraux dans la gestion urbaine (Brenner et Theodore, 2002 ; Béal et Rousseau, 2008), l'accélération de la circulation des idées et des concepts dans les sphères technico-politiques impliquées dans l'aménagement et l'urbanisme (McCann et Ward, 2011 ; Peck, 2011a), l'émergence d'une communauté de consultants et d'experts transnationaux (Saint-Martin, 2000) tels ceux qui gravitent autour du « *Global Intelligence*

Corps » (Rimmer, 1991 ; Rapoport, à paraître), la distorsion du lien entre élités politiques locales et sociétés urbaines (Pinson, 2009 ; Pasotti, 2010), la diffusion d'instruments de contrôle de la performance au travers des restructurations néo-managériales des États (Faucher-King et Le Galès, 2010 ; Epstein, 2013) ou encore la montée en puissance du secteur financier dans la production de l'urbain (Renard, 2008 ; Aalbers, 2012 ; Attuyer *et al.*, 2012).

- 4 Dans un contexte persistant de déstabilisation de la base économique de nombreuses villes occidentales, ces facteurs expliquent pourquoi les acteurs de la gestion urbaine s'orientent de plus en plus fréquemment vers des politiques entrepreneuriales tournées vers l'offre (Harvey, 2014b), que l'on qualifiera ici de *mainstream*¹. La généralisation de ces politiques s'explique par la croyance dans leur efficacité, qui pourtant ne repose le plus souvent que sur le « succès » (par ailleurs discutable) de quelques expériences récentes hâtivement érigées en modèles, telles celles, largement médiatisées, de Glasgow et Bilbao dans le domaine de la culture, Hambourg et Seattle dans celui des activités créatives, Londres et Barcelone dans l'organisation d'événements sportifs prestigieux, ou encore Vancouver et Breda dans les pratiques de développement durable. Par ailleurs, cette tendance ne se résume plus aux seules villes du Nord. La recherche urbaine montre ainsi comment les « bonnes recettes » néolibérales en matière de gestion urbaine se diffusent également dans les villes du Sud, conduisant à la mise en œuvre de stratégies entrepreneuriales de développement urbain en Afrique (Murray, 2011 ; Myers, 2011), en Amérique Latine (Portes et Roberts, 2005) et en Asie (Wu, 2003 ; Broudehoux, 2007 ; Dupont, 2011). Les villes du Sud ne constituent d'ailleurs pas les simples réceptacles de stratégies initiées dans les villes occidentales, puisqu'elles cherchent également de plus en plus à s'afficher comme les modèles d'un urbanisme néolibéral, ainsi que le montre l'exemple récent de la course à la construction d'éco-cités en Asie et au Moyen-Orient (Pow et Neo, à paraître).
- 5 Ce constat d'une diffusion accélérée des stratégies urbaines entrepreneuriales dans un contexte d'enracinement du néolibéralisme au sein des différents espaces nationaux (Brenner et Theodore, 2002) conduit inévitablement à reposer l'une des questions fondatrices de la recherche urbaine : quelle est la marge d'autonomie des gouvernements locaux ? Autrement dit, les villes sont-elles condamnées à ne mener que des politiques tournées vers l'offre, ou bien disposent-elles au contraire d'une marge de manœuvre dans la définition de leur stratégie de développement économique et urbain ? Dans les années 1980, dans un contexte de durcissement de la compétition interurbaine aux États-Unis, cette question avait donné lieu à des controverses stimulantes entre des chercheurs tels que Paul Peterson (1981), John Logan et Harvey Molotch (1987) ou Clarence Stone (1989). Ceux-ci ne partageaient pas les mêmes cadres théoriques : ainsi, Peterson était influencé par l'approche du *public choice* tandis que Logan et Molotch se rapprochaient davantage des approches néo-marxistes. Toutefois, ils se retrouvaient sur le constat que l'impératif de compétitivité faisait désormais peser une pression nouvelle sur les acteurs locaux, qui n'avaient ainsi d'autre choix que de s'engager dans des stratégies développementalistes visant à renforcer la compétitivité et l'attractivité des villes afin d'élargir leur assiette fiscale. Ce débat a ensuite perdu de sa centralité. Il a certes été prolongé dans les travaux sur les régimes urbains, au travers notamment de la controverse entre Clarence Stone et David Imbroscio sur les régimes progressistes et les alternatives au développement économique local (Imbroscio, 1997 ; 2003 ; Stone, 2003), et dans ceux portant sur la gouvernance urbaine, autour des questionnements sur la (re)constitution d'une capacité

à gouverner dans un contexte plus incertain et complexe (Le Galès, 1998 ; Jouve et Lefèvre, 2002 ; Pinson, 2002 ; Heinelt et Kubler, 2005). Toutefois, ces travaux ont également déplacé le débat initial en insistant davantage sur les modalités de régulation et de coordination des acteurs et des intérêts que sur les contenus des politiques urbaines et les finalités de l'action.

- 6 La question de l'autonomie des gouvernements locaux et de leur capacité à produire des politiques urbaines qui s'éloignent de l'entrepreneurialisme a néanmoins resurgi récemment, autour des analyses cherchant à décrypter les mutations du néolibéralisme sous l'effet de la crise financière débutée en 2007. Cette crise a contribué – au moins dans un premier temps – à légitimer certaines critiques adressées aux politiques urbaines les plus entrepreneuriales, ouvrant ainsi une brèche à l'émergence de politiques urbaines alternatives (Robinson, 2011). De fait, des chercheurs comme Margit Mayer dans le cas européen (Sourel et Youn, 2009) ou Julian Yates et Karen Bakker pour les villes sud-américaines (Yates et Bakker, 2013) perçoivent dans ce nouveau contexte un terreau favorable à l'émergence de stratégies urbaines « post-néolibérales » plus progressistes, plus justes, et enfin plus respectueuses de l'environnement. D'autres, plus sceptiques, considèrent la crise comme une nouvelle étape dans les mutations du néolibéralisme (Brenner *et al.*, 2012), au cours de laquelle l'objectif d'extension des dynamiques marchandes a été réaffirmé tout en s'accompagnant toutefois de la mise en place de nouvelles mesures « compensatoires »² visant à répondre aux échecs les plus visibles des politiques mises en œuvre lors de la phase précédente (Peck *et al.*, 2010 ; Oosterlynk et Gonzalez, 2013 ; Merrifield, 2014). Plus généralement, ces derniers travaux font écho aux analyses selon lesquelles la réduction de l'espace des choix et l'affirmation d'un consensus autour des recettes néolibérales ne sont que les symptômes d'une transformation plus profonde : la transition post-démocratique et/ou post-politique des sociétés contemporaines (Crouch, 2003 ; Swyngedouw, 2007 ; 2011), dont les villes seraient l'un des théâtres privilégiés (Rousseau, 2011 ; Béal, 2012 ; Raco et Lin, 2012 ; Metzger *et al.*, 2014).

2. Les politiques urbaines alternatives : essai de définition

- 7 Si les villes peuvent ainsi être appréhendées comme des échelons de gouvernement dans lesquels les choix politiques sont restreints par des contraintes externes provenant des pressions macro-économiques ou des échelons supérieurs de gouvernement, elles sont également souvent considérées comme des lieux d'innovation, dans lesquels sont expérimentés de nouvelles formes d'action (Moulaert *et al.*, 2007 ; Harvey, 2012 ; Rousseau *et al.*, 2014). Cette caractéristique a parfois été surévaluée ou instrumentalisée, comme par exemple dans la doctrine du *New localism* ou bien, plus récemment, dans les travaux normatifs sur la ville créative. Elle a également conduit certains analystes à surestimer la capacité des villes à agir sur le développement économique local, alors que cet enjeu est avant tout influencé par des dynamiques externes comme les politiques nationales ou les évolutions macro-économiques (Storper, 2013). Toutefois, les villes constituent bien, historiquement, les lieux d'émergence des principales innovations sociales et politiques. Elles sont également le site de l'apparition et du développement des mouvements ouvriers et sociaux, comme les syndicats au 19^{ème} siècle, les luttes urbaines au 20^{ème} ou les mouvements globaux plus récemment. Pour ces raisons, les villes peuvent être

appréhendées comme des échelles stratégiques dans l'émergence de nouvelles pratiques sociales et de nouvelles politiques publiques davantage inclusives (Rousseau *et al.*, 2014). Les exemples contemporains de pratiques innovantes fondées sur la mobilisation de ressources locales dans les quartiers informels des mégalo-poles du Sud (Simone, 2010 ; Roy, 2011) ou encore de stratégies de décroissance planifiée entreprises dans certaines villes en déclin de la *Rustbelt* américaine (Schilling et Logan, 2008) le rappellent encore.

- 8 Le parti pris de ce numéro de *Métropoles* est justement de s'intéresser à ces alternatives. En raison de sa nature potentiellement normative, l'usage du terme « alternatif » pose toutefois problème d'un point de vue scientifique (Unger, 1987 ; Harvey, 2000). Nous pouvons cependant commencer par le définir par défaut, par contraste avec ce à quoi il s'oppose. En effet, tout l'intérêt de cette notion est de regrouper un ensemble hétérogène d'initiatives, de démarches et de politiques urbaines, qui n'entrent pas dans le *mainstream* des stratégies urbaines, c'est-à-dire des politiques entrepreneuriales tournées vers l'offre qui sont aujourd'hui valorisées dans les sphères politico-techniques liées à l'aménagement et à la ville. Il ne s'agit pas, avec cette opposition alternatif/*mainstream*, de construire des catégories analytiques aux frontières étanches, qui ne rendraient compte ni de la diversité, ni de la complexité des stratégies urbaines contemporaines, mais davantage d'isoler les traits les plus saillants de politiques urbaines dont les rationalités et les objectifs se démarquent des dogmes néolibéraux. Ainsi, par « alternatives », nous entendons ici l'ensemble des initiatives, des démarches ou des projets soutenus par des municipalités et qui cherchent à organiser un développement urbain s'éloignant des canons de l'entrepreneurialisme, c'est-à-dire :
1. Qui ne sont pas conçus selon une perspective *top-down*, au sein de cénacles fermés contrôlés par de grands élus, experts et représentants du secteur privé, qui disposent d'une culture commune et d'une représentation similaire des problèmes urbains et de la manière de les traiter. Les politiques urbaines alternatives sont davantage construites dans une perspective *bottom-up* dans laquelle la société urbaine, et notamment ses composantes sociales ou ethniques les plus désavantagées, constitue l'élément moteur.
 2. Qui ne font pas des mécanismes marchands leur principal vecteur d'organisation. Les politiques urbaines alternatives peuvent certes être intégrées à l'économie marchande, mais elles n'ont pas pour objectif premier d'accompagner les dynamiques de croissance déjà enclenchées. Elles cherchent avant tout, par la mise en place de modes de régulation politique ou « sociale », à limiter les tendances au « développement inégal » des villes contemporaines en promouvant des formes de politiques urbaines plus justes d'un point de vue social et environnemental (Fainstein, 2010 ; Chatterton, 2014).
 3. Qui ne visent pas à reconstruire la ville pour les groupes sociaux les plus aisés ou la « classe visiteuse » (Eisinger, 2000), mais avant tout pour les couches populaires déjà présentes dans la ville. Les politiques urbaines alternatives se distinguent des politiques urbaines néolibérales car elles placent les ressources publiques au service direct des groupes défavorisés, sans le truchement du « *trickle-down effect* ».
- 9 Ces pratiques et politiques alternatives de développement urbain sont hétérogènes quant à leurs objectifs (redistribution, préservation, participation, etc.) et à la nature des ressources municipales utilisées (normes juridiques et réglementaires, soutien financier à des initiatives locales, transferts d'expertise, etc.). Elles peuvent concerner des domaines variés tels que l'urbanisme (décroissance urbaine planifiée, fiducies foncières, initiatives anti-gentrification et anti-spéculation, etc.), l'économie (systèmes monétaires ou systèmes d'échange locaux, firmes coopératives reposant sur les savoir-faire locaux, etc.), la finance (tontines, banques coopératives opérant à l'échelle du quartier/de la ville, etc.),

l'environnement (mouvement des « villes en transition », gratuité des transports publics, etc.), l'alimentation (agriculture urbaine, systèmes alimentaires locaux, etc.) ou encore la gouvernance (budgets participatifs, expériences d'autogestion, etc.). Elles sont également le plus souvent incomplètes et peuvent, dans bien des cas, côtoyer dans une même ville des stratégies beaucoup plus entrepreneuriales, comme le montre aujourd'hui l'exemple emblématique de Détroit où la municipalité a mis en place une politique de décroissance planifiée en concertation avec les habitants des quartiers défavorisés, tout en accueillant des « stars » du consulting urbain (Richard Florida en tête) afin de définir une stratégie de redéveloppement entrepreneuriale (Peck, 2011b).

3. Une lecture dynamique des alternatives : émergence et institutionnalisation

- 10 Il serait impossible de dresser une histoire, même partielle, des politiques urbaines alternatives, tant celles-ci ont évolué suivant les périodes et les lieux. Notre objectif s'avère donc différent : il s'agit ici de se concentrer sur la période la plus récente, c'est à dire celle qui débute dans les années 1960-1970, en pleine crise du fordisme. Cette période donne lieu, dans différentes villes du Nord, à la mise en place de politiques visant à proposer des alternatives, d'une part, aux formes d'organisation verticales et hiérarchiques portées par des États encore dominants dans l'aménagement urbain, et d'autre part, à la (re)montée en puissance des régulations marchandes dans la fabrique de la ville.
- 11 Les années 1970 constituent à ce titre une période charnière. Sur fond de crise économique et de politisation accrue des sociétés urbaines, la mise en cause du modèle de développement fordiste (Amin, 1994 ; Brenner, 2004) et la structuration de mouvements s'appuyant sur les nouvelles classes moyennes (Bidou, 1984 ; Mayer, 1993) débouchent sur l'élaboration, dans de nombreuses villes occidentales, d'initiatives alternatives. Ces dernières sont très hétérogènes. Certaines sont avant tout portées par des mouvements urbains qui n'ont noué que peu de contacts avec les municipalités, comme dans le cas des *Provos* à Amsterdam. D'autres, initiées par les sociétés urbaines, font ensuite l'objet d'une réappropriation par des acteurs publics soucieux de s'adapter aux transformations de la société et de trouver des solutions à des problèmes nouveaux, comme dans le cas des *Pobladores* au Chili (Castells, 1973). D'autres, enfin, sont directement construites par des municipalités désormais dirigées par des élus davantage politisés – comme la nouvelle gauche urbaine au Royaume-Uni (Gyford, 1986), les élus-militants en France (Borraz, 1999), ou encore la nouvelle gauche italienne (Bagnasco et Negri, 1994) –, désireux de s'investir dans les enjeux du développement économique, du logement ou de la qualité de vie, et de nouer des liens plus étroits avec les différents groupes sociaux qui composent les villes.
- 12 Ces exemples permettent de formuler l'hypothèse selon laquelle l'existence d'un lien puissant entre une société urbaine mobilisée et une municipalité constitue l'une des conditions nécessaires à l'émergence de stratégies urbaines alternatives. Ainsi, dans le cas britannique, la Nouvelle gauche urbaine – un courant de l'aile gauche du Parti travailliste – puise directement ses sources dans les nouveaux mouvements sociaux surgis autour de la défense des minorités et de la question de l'accès à l'emploi, au logement, aux services sociaux et à l'environnement. Dans un contexte de déclin industriel, ce mouvement fait

émerger une conception originale du pouvoir local qui s'appuie sur une critique de l'évolution du travaillisme municipal (contestation de la dérive autoritaire du parti, de la distance croissante entre les autorités locales et la population, etc.) ainsi que sur une conception des villes comme « laboratoires » de la mise en œuvre de politiques inclusives, axées notamment sur la participation des ouvriers et des immigrés à la vie politique et économique (promotion des coopératives, etc.). Alors que la crise urbaine s'aggrave au tournant des années 1980, le mouvement devient majoritaire au conseil de nombreuses grandes villes comme Londres, Manchester ou Sheffield, qui se transforment en sites d'expérimentation d'un modèle de développement économique et social en tout point alternatif à celui élaboré par le gouvernement central de M. Thatcher. Ces municipalités refusent ainsi de jouer le jeu de l'attraction d'investisseurs extérieurs et de la transition vers l'économie de services, préférant au contraire placer leurs ressources au service du renforcement de la base économique industrielle et de l'émancipation de la population locale, notamment par la promotion des coopératives ouvrières. Elles s'efforcent également de promouvoir une version moins hiérarchique et descendante du pouvoir, en créant des dispositifs participatifs et en favorisant l'implication des mouvements urbains et des syndicats dans les commissions municipales. Par ailleurs, ces jeunes élus et activistes tentent de constituer un réseau de villes apte à proposer une stratégie de développement viable mais alternative, tant à la gestion municipale traditionnelle qu'au référentiel néolibéral désormais promu par l'État central. Cette alternative, qui a profondément renouvelé la gestion urbaine, repose notamment sur la mise en œuvre d'une planification économique et sociale de la ville, d'une politique de formation inclusive et d'une politique de soutien à l'éclosion et au développement des coopératives ouvrières (Le Galès, 1990). Bien qu'ambigu³, l'héritage de la Nouvelle gauche urbaine reste aujourd'hui important. Les raisons de son échec le sont tout autant, notamment pour comprendre la trajectoire des alternatives actuelles. Ainsi, il apparaît rétrospectivement que le mouvement a sans doute péché par sa faible structuration à l'échelle nationale et sa grande hétérogénéité d'une ville à l'autre (Béal et Rousseau, 2008). Il s'est également affaibli à mesure que la classe ouvrière – l'une des deux composantes, avec la nouvelle classe moyenne, de l'alliance sur laquelle il s'appuyait – se diluait dans les destructions massives de l'emploi industriel (Rousseau, 2011). Il a enfin été étouffé par le manque de financements lié au contexte d'effondrement de la base économique des villes britanniques et de durcissement des conditions d'accès aux dotations du gouvernement central.

- 13 Si les initiatives mises en place par la Nouvelle gauche urbaine britannique n'ont finalement pas résisté aux assauts des gouvernements conservateurs dans les années 1980, d'autres démarches ont connu davantage de succès en parvenant à perdurer dans le temps. Elles sont aujourd'hui en proie à des dynamiques d'institutionnalisation leur faisant courir le risque d'une neutralisation de leur potentiel de transformation social et politique. À l'image de certains mots d'ordre comme le développement durable, l'*empowerment* ou encore la mixité sociale dont les vertus transformatrices ont un temps été louées avant de s'étioler (Béal *et al.*, 2011 ; Bacqué et Mesmache, 2013 ; Tissot, 2014), ces pratiques alternatives se sont généralisées et professionnalisées, perdant souvent leur caractère militant initial. Les exemples sont nombreux. Les politiques patrimoniales inventées à Bologne dans les années 1970 sont aujourd'hui au cœur des stratégies d'attractivité des villes et ne cessent d'alimenter les processus de gentrification. Les éco-quartiers mis en place dans les années 1970 et 1980 à l'initiative de mouvements urbains cherchant à promouvoir une autre vision de l'environnement, du logement et de la ville,

sont aujourd'hui bien souvent présentés comme des figures imposées de la ville compétitive aussi bien par les élus locaux que par les promoteurs immobiliers. Même les démarches les plus subversives, comme la création de la *Freetown* de Christiania à Copenhague (une enclave urbaine de 1000 habitants, instaurée en 1971 par des groupes de *squatters*, de *hippies* et d'individus subissant une marginalisation économique et sociale, et qui bénéficie d'un statut juridique dérogatoire du droit commun), connaissent un processus de normalisation depuis le début des années 2000 (Thorn *et al.*, 2011).

- 14 En s'appuyant sur la sociologie des mouvements sociaux⁴, qui scrute depuis plusieurs décennies ce type de processus (Tarrow, 1994 ; Dalton et Kuechler, 1996 ; Pruijt, 2003), il est possible de définir l'institutionnalisation au prisme de trois dimensions : une perte de l'identité initiale du mouvement (Castells, 1993) ; une évolution de son répertoire d'action, au départ caractérisé par des formes d'action contestataires et radicales qui sont rapidement supplantées et/ou complétées par des modalités d'action plus conventionnelles (Kriesi *et al.*, 1995) ; et enfin une cooptation par les pouvoirs publics, qui peut soit faire disparaître le mouvement, soit élargir son audience (Tarrow 1994). Appliquée aux politiques urbaines, cette grille d'analyse permet de comprendre les risques que font courir les processus d'institutionnalisation aux alternatives : cooptation, affaiblissement de leur caractère militant, voire dilution de leurs potentiels subversif et transformatif. Si cette institutionnalisation est sans doute le prix à payer pour que les pratiques et politiques urbaines se pérennisent et gagnent de l'influence, elle n'en fait pas moins peser de sérieux doutes sur leur capacité à contrer les tendances dominantes de la production urbaine. Ainsi, pour de nombreux chercheurs et malgré les débats actuels sur l'avènement du « post-néolibéralisme » (Brand et Sekler, 2009), la crise actuelle, par comparaison avec celle du système keynésiano-fordiste, ne donnerait finalement pas davantage prise aux mouvements visant la transformation sociale radicale (comme ceux, par exemple, qui militent pour des droits universels tels que le revenu garanti, le logement ou la démocratie, dont l'influence reste limitée). De nombreuses analyses produites par la recherche urbaine anglophone semblent suggérer que l'émergence et surtout la diffusion des politiques urbaines alternatives actuelles dépendraient finalement avant tout de leur capacité à se fondre dans le contexte entrepreneurial. À ce propos, le parallèle dressé par Neil Brenner et ses collègues est frappant : dès les années 1960-1970, le concept d'« autogestion » s'était vu digéré par l'urbanisme technocratique ; de même, la redécouverte récente du « droit à la ville » d'Henri Lefebvre par la recherche urbaine critique et les activistes des grandes villes du monde entier s'est aussitôt vue réappropriée pour légitimer des dispositifs contrôlés de démocratie participative à l'échelle locale (Brenner *et al.* 2009).

4. Une variété d'alternatives : l'importance des contextes locaux

- 15 Appuyée sur les articles de ce dossier, écrits par des auteurs aux profils disciplinaires variés (sociologie, géographie, science politique, urbanisme, architecture) et couvrant un large spectre de villes du Nord (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Pologne, Danemark et France), notre position est pourtant plus nuancée. Sans remettre en cause l'apport des travaux portant sur la diffusion de principes néolibéraux conduisant presque inévitablement à l'institutionnalisation et *in fine* à la « neutralisation » des pratiques et des politiques locales alternatives, ce numéro spécial cherche à montrer que

les contextes locaux conservent une importance cruciale. En effet, à l'instar des mouvements sociaux urbains actuels qui se caractérisent par leur haut degré de fragmentation et de diversité (Mayer, 2000), les politiques urbaines post-fordistes restent hétérogènes et présentent des trajectoires fortement différenciées (Douillet *et al.*, 2012). Comme le montre l'exemple évocateur d'Amsterdam, étudié par Justus Uitermark (2004), à l'intérieur d'un mouvement axé sur une pratique similaire (le squat) au sein d'une même ville (Amsterdam), certains groupes sont cooptés par la municipalité alors que d'autres sont exclus. Par ailleurs, l'institutionnalisation d'une alternative n'est pas nécessairement synonyme de la neutralisation de son caractère subversif : certains mouvements parviennent à garder leur identité tout en intégrant des stratégies de développement urbain (Uitermark, 2004), garantissant ainsi le caractère alternatif de celles-ci. L'un des principaux objectifs de ce dossier est donc de rendre justice à ces contextes sociaux, économiques et politiques, dont la spécificité explique en grande partie l'émergence (ou non) des alternatives urbaines et les trajectoires qu'elles empruntent par la suite. Plus précisément, le dossier apporte trois éléments aux débats internationaux actuels sur le rôle de la ville dans l'émergence, le développement et la diffusion d'un modèle de développement alternatif.

- 16 Premièrement, le dossier montre que les effets de la crise actuelle (immobilière, financière, économique, sociale, politique, écologique, des finances publiques, etc.) ne peuvent encore être totalement appréhendés. Si certains signes tendent à confirmer le maintien et la transformation des stratégies entrepreneuriales dans les villes, d'autres à l'inverse soulignent le potentiel transformatif induit par cette situation. Ainsi, dans certaines villes, la profondeur et la violence de la crise seraient de nature à ouvrir une fenêtre d'opportunité permettant l'émergence de pratiques et de politiques alternatives. Il n'existe certes pas de lien mécanique entre l'existence d'un contexte de déclin et la mise à l'agenda de politiques urbaines alternatives mais, dans certaines configurations institutionnelles, une situation de décroissance peut favoriser l'apparition d'une nouvelle manière d'appréhender le développement urbain, moins marquée par les dogmes entrepreneuriaux (Bernt *et al.*, 2014). À Cleveland, par exemple, le déclin démographique, social et économique a permis d'ouvrir le débat sur la pertinence des recettes entrepreneuriales, lequel a débouché sur l'élaboration d'une véritable « stratégie de décroissance » caractérisée par la volonté d'extraire une partie de la production urbaine des dynamiques marchandes et de relocaliser l'économie (Alessandro Coppola). Plus généralement, ce contexte d'approfondissement d'une crise multiforme a suscité l'émergence de multiples initiatives alternatives et militantes qui n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse généralisée. Par exemple, l'accentuation de la crise environnementale est à l'origine de l'apparition d'une véritable nébuleuse de pratiques qui ont considérablement enrichi les réflexions sur le développement économique, particulièrement dans les villes (Peter North et Alexander Nurse).
- 17 Deuxièmement, à l'image des « bonnes pratiques » relevant de l'urbanisme néolibéral, les pratiques et les politiques alternatives de développement urbain font l'objet de circulations croissantes et à toutes les échelles, produisant des hybridations entre le modèle et les situations locales et compliquant de ce fait toute tentation de montée en généralité. Nous l'avons vu, la question de la constitution d'un réseau de villes était apparue (à raison) comme cruciale aux yeux des promoteurs de la Nouvelle gauche urbaine, et la divergence des intérêts politiques ainsi que l'inégale volonté des élus de s'engager dans une stratégie alternative ont *in fine* contribué à saper le mouvement. De

même, les initiatives alternatives actuelles analysées dans le cadre de ce dossier ne sont pas purement locales. Elles prennent certes appui sur une localité qu'elles contribuent par ailleurs à construire de différentes manières : par exemple, comme un modèle de gestion urbaine axée sur la mixité sociale et intergénérationnelle (c'est le cas de l'habitat participatif analysé par Sabrina Bresson et Lidewig Tummers), comme le site d'une expérimentation de la mutualisation d'un transport individuel (c'est le cas des politiques de vélo en libre-accès observées par Maxime Huré), comme le lieu d'une intensification de la démocratie (c'est le cas des budgets participatifs évoqués par Wojciech Koblowski et Mathieu Van Criekingen), ou encore comme un support pour la relocalisation de l'économie (c'est le cas de la décroissance planifiée analysée par Alessandro Coppola, des marchés de producteurs étudiés par Pascale Joassart-Marcelli et Fernando Bosco, ou encore des politiques urbaines progressistes de lutte contre le changement climatique observées par North et Nurse). Cependant, l'équation qui finit par être posée entre « ville » et « alternative » – l'ancrage d'une initiative apparaissant de plus en plus, à tort, comme le garant de son potentiel transformatif (Joassart-Marcelli et Bosco) – présente une autre facette : les alternatives contribuent également à construire les villes d'une manière pleinement compatible avec des démarches relevant de l'entrepreneuriat urbain. Cette caractéristique débouche d'ailleurs parfois sur des conflits entre les mouvements à l'origine des pratiques alternatives et les acteurs qui tentent de les faire évoluer vers une logique entrepreneuriale⁵. Plus précisément, dans leur quête effrénée de captation de rentes constituées par l'afflux de touristes, de firmes opérant sur un marché spécifique ou de groupes spécifiques tels que la « classe créative » par exemple (Harvey, 2001), les coalitions publiques-privées pilotant les stratégies de développement accordent une importance croissante aux logiques d'« *urban branding* », c'est-à-dire de création d'une véritable marque urbaine supposée refléter vers l'extérieur l'identité du lieu (Rousseau, 2011). Or, les marchés de producteurs (Joassart-Marcelli et Bosco), l'habitat participatif (Bresson et Tummers) ou le vélo en libre-service (Huré) peuvent précisément constituer le support de telles pratiques de renforcement de la légitimité des coalitions réunissant élus et firmes par la « vente » efficace de la ville. Plus généralement, l'ensemble des pratiques et politiques alternatives étudiées dans le cadre de ce dossier offrent la possibilité de « ré-imager » les villes, de leur conférer une identité forte et spécifique, ce qui constitue justement l'une des obsessions de l'économie symbolique qui caractérise la dernière phase d'entrepreneuriat urbain (Zukin, 2006 ; Rousseau, 2013). Toutefois, bien qu'ancrées dans un lieu, les alternatives n'en constituent pas moins une « bonne pratique » en circulation, diffusée par le biais de réseaux internationaux très diversifiés mais inégalement structurés, depuis les réseaux de militants écologistes (Huré) jusqu'aux promoteurs immobiliers (Joassart-Marcelli et Bosco), en passant par la Banque mondiale qui promeut désormais les budgets participatifs (Koblowski et Van Criekingen). Comme l'évoquent les articles rassemblés ici, la nature de ces réseaux ainsi que le profil des acteurs qui réceptionnent une initiative alternative pour l'ancrer dans la ville ou le quartier déterminent grandement le devenir de son potentiel transformatif.

- 18 Troisièmement, à l'image des mouvements sociaux, les pratiques et politiques alternatives semblent connaître, sinon des cycles de vie, du moins des trajectoires dynamiques. Leur institutionnalisation semble souvent nécessaire afin de dépasser le stade de la simple expérimentation. Toutefois, ce processus s'accompagne d'un danger bien connu : celui d'une dilution du potentiel « alternatif » des initiatives au sein du référentiel entrepreneurial des politiques urbaines. Notons ici que cette tendance du capitalisme et de la technocratie à digérer les initiatives subversives pour les restituer

sous une forme marchandisée et dépolitisée n'est bien évidemment ni récente, ni restreinte à la ville : elle affecte de longue date l'ensemble des mouvements visant une transformation culturelle, sociale, économique et/ou politique (Heath et Potter, 2006 ; Boltanski et Chiapello, 1999). En ce qui concerne les villes, cette « récupération » n'est pourtant pas une fatalité et ce dossier démontre que ce sont avant tout les contextes locaux qui expliquent la trajectoire des pratiques alternatives au fil de leur institutionnalisation. Les pratiques et politiques alternatives de développement urbain sont en effet, par leur essence même, ambiguës : les vélos en libre-service (Huré), la décroissance planifiée (Coppola), les marchés de producteurs (Joassart-Marcelli et Bosco), les budgets participatifs (Kebrowski et Van Criekingen), l'habitat participatif (Bresson et Tummers) et les stratégies « *low-carbon* » (North et Nurse) ne constituent pas des initiatives particulièrement subversives par nature. Nous progressons donc ici dans notre définition du concept d'« alternatives urbaines » : à la différence des démarches « radicales », qui se confrontent ouvertement au système économique-politique hégémonique, les initiatives « alternatives » ne s'opposent pas frontalement au néolibéralisme ou à l'entrepreneuralisme mais cherchent plutôt à ouvrir un espace affranchi de l'emprise de ces derniers (Holt Gimenez et Shattuck, 2010). Autrement dit, elles cherchent à « changer le monde sans prendre le pouvoir » (Holloway, 2008), s'exposant ainsi à des doutes quant à la réalité de leur potentiel transformatif (voir Harvey, 2014a). Et, de fait, les initiatives alternatives semblent plus aisément « récupérables » – ce qui, évidemment, ne signifie pas pour autant qu'elles soient inévitablement récupérées. C'est là l'un des principaux apports de ce dossier : la plupart des auteurs adoptent une démarche comparative dans l'espace ou le temps, qui permet d'observer comment une *même* pratique alternative présentant un potentiel de transformation sociale peut se voir préservée, ou à l'inverse dénaturée, selon les contextes locaux : le vélo en libre-service constitue ainsi bien davantage une alternative dans l'Amsterdam des années 1970 que dans le Lyon des années 2000 (Huré) ; l'habitat participatif apparaît davantage alternatif à Fribourg, Tübingen et Almere qu'à Strasbourg (Bresson et Tummers) ; et les budgets participatifs disposent de vertus transformatrices à Cordoue, alors qu'ils ne constituent qu'une simple chambre d'enregistrement des politiques urbaines *mainstream* à Sopot (Kebrowski et Van Criekingen). Le constat s'avère similaire pour une initiative opérant dans des quartiers situés dans une même ville. Ainsi à San Diego, les marchés de producteurs n'ont pas les mêmes caractéristiques dans l'ensemble de la ville : ils s'avèrent beaucoup plus alternatifs à City Heights et Southeastern qu'à Little Italy (Joassart-Marcelli et Bosco).

- 19 Les traditions militantes locales, les profils socio-économiques des villes et des quartiers, les rapports politique/économie/société, les agendas politiques locaux, bref, l'équation particulière que constitue chaque ville, constitue toujours le principal déterminant de l'émergence des alternatives urbaines et de leur évolution. L'avenir, donc, reste ouvert.

5. Présentation des articles

- 20 L'article d'Alessandro Coppola s'intéresse aux stratégies mises en place par les villes de la *Rustbelt* américaine confrontées aux processus de déclin démographique et économique qui débutent dans les années 1970, au moment de la désindustrialisation. À partir d'une enquête sur Cleveland, il montre que ces villes ont longtemps appliqué à la lettre les recettes classiques de l'entrepreneuralisme, qui apparaissent pourtant largement

inadaptées à leur situation de déclin. Face à l'échec de ces politiques, un changement s'opère à Cleveland à la fin des années 2000. Pour répondre à l'accentuation des processus de déclin et à leur concentration extrême dans certains secteurs de la ville ou dans certains groupes sociaux et ethniques, la municipalité décide de mettre en place une stratégie alternative de « décroissance planifiée » misant sur trois éléments principaux : la création d'une banque foncière permettant d'extraire une partie du foncier des circuits d'accumulation du capital ; la mise en place d'une stratégie environnementale ambitieuse construite *par* et *pour* les habitants de la ville ; et enfin l'investissement (notamment de la part de fondations) dans des nouvelles pratiques visant à relocaliser l'économie. Cette stratégie, qui fait écho à la situation de certaines villes voisines comme Detroit ou Youngstown, concerne l'ensemble des secteurs de l'action publique : du logement (avec des dispositifs de stabilisation des quartiers en difficulté) à l'environnement (avec le soutien aux initiatives d'agriculture urbaine communautaire) en passant par le développement économique (autour notamment de la création et du financement d'un réseau important de coopératives détenues par des collectifs de quartiers ou par des ouvriers). Si cette stratégie reste encore limitée et qu'elle se confronte à d'autres visions plus entrepreneuriales de la ville, elle démontre également à quel point un contexte de déclin extrême peut servir de terreau à l'émergence de politiques alternatives de développement urbain.

- 21 Sabrina Bresson et Lidewig Tummers proposent quant à elles une analyse comparée de l'habitat participatif en Europe. Les deux auteures montrent que ces projets qui tentent de s'émanciper des filières classiques de la production de logements s'inscrivent dans une filiation avec les expériences autogestionnaires des années 1970, qui se voient réactualisées dans un contexte de crise du logement : les classes moyennes qui sont à l'origine de ce mouvement trouvent dans ces dispositifs un moyen d'échapper au déclassement tout en dépassant l'injonction sociale à devenir propriétaires et en mettant en avant la valeur d'usage par rapport à la valeur d'échange. On est donc clairement ici dans une pratique alternative, par laquelle la mutualisation de leurs ressources permet à des groupes exclus des villes-centres de les réintégrer, et, mieux, d'accéder à une « maîtrise d'ouvrage collective ». Toutefois, l'habitat participatif nécessite le soutien des municipalités en raison des contraintes techniques, juridiques et financières auxquelles il se heurte. Dès lors, qu'attendent les pouvoirs publics du développement de l'habitat participatif ? La recherche des auteures montre que, selon les pays et les villes, les municipalités qui appuient l'habitat participatif, aux Pays-Bas, en Allemagne et désormais en France, voient dans son essor un levier permettant d'atteindre des objectifs variés : encourager la production de logements abordables et écologiques, favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle, dynamiser la vie collective, permettre à des ménages de se constituer un patrimoine, lutter contre la baisse de la production de logements publics... mais le risque existe que les municipalités y voient également un moyen d'attirer des populations désirables en ville, les tenants de l'habitat participatif étant généralement bien pourvus en capital culturel.
- 22 De même, les marchés de producteurs auxquels s'intéressent Pascale Joassart-Marcelli et Fernando Bosco, et qui rencontrent un succès croissant dans les villes du Nord, ont nécessairement besoin des pouvoirs publics, par exemple pour utiliser des terrains, fermer les sites à la circulation ou réguler le trafic. A l'origine, pourtant, ces marchés participent des mouvements alimentaires alternatifs, qui dénoncent les dérives du système alimentaire capitaliste, industriel et globalisé. Ces initiatives plaident pour un

raccourcissement des chaînes alimentaires afin de rendre plus justes et équitables les relations entre producteurs et consommateurs : comme le soulignent justement les deux auteurs, dans le cas des mouvements alimentaires urbains, c'est donc le retour à la localité qui finit par devenir synonyme d'alternative. Et pourtant, ces initiatives présentent également un haut degré de compatibilité avec l'entrepreneuralisme urbain : en contribuant également à dévaluer les pratiques alimentaires des populations pauvres et immigrées au profit de celles de la classe moyenne blanche, la relocalisation de l'alimentation urbaine n'est pas non plus sans lien avec le renouvellement symbolique du peuplement des villes. À partir d'une comparaison fine entre trois marchés de producteurs situés dans des quartiers de San Diego dotés de caractéristiques sociales contrastées, Pascale Joassart-Marcelli et Fernando Bosco démontrent que la relocalisation n'est pas une garantie de justice alimentaire et qu'elle prend des formes variées suivant les lieux, les acteurs et les intérêts en présence.

- 23 En proposant, au départ, une sortie du système marchand par la gratuité et la mutualisation d'un mode de déplacement individuel, les expériences de vélo en libre-service (VLS) apparaissent bien comme des politiques alternatives de transport urbain. Pourtant, comme le démontre Maxime Huré par le biais d'une analyse socio-historique et comparée, de forts risques d'institutionnalisation guettent cette pratique. L'auteur débute son analyse par deux expériences pionnières très différentes – le mouvement *Provo* à Amsterdam et la politique de vélos de la Rochelle – qui constituent des alternatives aux modes de transports dominants dans les années 1960/1970. Avec la montée des thématiques environnementales dans les années 1990 et 2000, les politiques de vélo en libre-service se sont multipliées et ont perdu, sous l'influence des grands groupes de services urbains, certains de leurs traits initiaux. Selon l'auteur, elles oscillent désormais entre une conception alternative et territoriale, héritée de l'action des mouvements associatifs, et une conception entrepreneuriale et internationale, axée sur la mise en compétition du développement urbain territorial. Maxime Huré conclut son analyse en soulignant l'importance des contextes locaux. Selon lui, lorsqu'un lien puissant existe entre les municipalités et les associations, les élus semblent davantage enclins à résister à la standardisation proposée par les grandes firmes de mobilier urbain, faute de quoi ils s'exposent à des oppositions (par exemple à Bruxelles). Lorsque ce lien est plus faible, les opérateurs privés bénéficient au contraire d'une marge de manœuvre élargie, comme à Lyon avec JC Decaux.
- 24 Pour leur part, Wojciech Koblowski et Mathieu Van Criekingen s'intéressent à la manière dont les budgets participatifs peuvent relever tant de l'exercice du « droit à la ville » que d'une soumission à un agenda entrepreneurial, cherchant à légitimer des politiques visant uniquement la croissance économique en obtenant l'assentiment purement formel des citoyens. Dès lors, les auteurs proposent de « tester » le potentiel alternatif des budgets participatifs dans deux villes (Cordoue et Sopot) selon une grille opérationnelle originale, inspirée du « droit à la ville » d'Henri Lefebvre. Celle-ci comprend cinq critères : l'inclusion et la délibération ; l'interaction ; la redistribution ; le caractère holistique et multi-scalaire ; et enfin le potentiel transformatif. Le respect de ces cinq critères garantit selon les auteurs le caractère alternatif et transformatif des budgets participatifs en permettant aux citoyens de s'approprier la production de l'espace à l'encontre des configurations de pouvoir existantes. À Cordoue, la combinaison d'une longue tradition de participation citoyenne avec un volontarisme municipal a conduit à la mise en œuvre d'un budget participatif permettant de modifier l'agenda municipal, ne serait-ce que de

manière limitée. À Sopot en revanche, l'importation de la « bonne pratique alternative » sans volonté des élus de l'utiliser comme un instrument de transformation sociale, ne respecte aucun des cinq critères énoncés par les auteurs. Dans ce cas, la même stratégie « alternative » a au final simplement permis de légitimer les politiques urbaines entrepreneuriales.

- 25 Enfin, Peter North et Alexander Nurse concluent ce dossier par un texte mêlant de manière stimulante des analyses critiques à des considérations de portée plus normative. Inséré dans la rubrique « Débats », l'article prolonge le dossier en plaidant pour la mise en place de politiques urbaines progressistes de gestion du changement climatique. Les auteurs rappellent d'emblée que les initiatives militantes apparues avec la médiatisation du problème ont rapidement été intégrées aux démarches entrepreneuriales des villes, notamment pour renforcer leur compétitivité et leur attractivité. Selon eux, la question climatique, avec l'enjeu notamment de la limitation des ressources, conduit à réinterroger la manière de penser le développement économique en ville. Après avoir présenté et discuté certains des dispositifs mis en place dans le cadre de ces stratégies urbaines « *low carbon* », North et Nurse soulignent à quel point celles-ci permettent de traiter des enjeux qui les dépassent comme celui de la relocalisation de l'économie, de la diversification des modes de régulation, ou encore de l'implication des citoyens dans les politiques urbaines. En s'appuyant sur les travaux influents de J-K Gibson-Graham, ils montrent que de telles stratégies pourraient s'avérer décisives dans l'émergence d'une pluralité d'« économies de la communauté » en générant notamment des initiatives, des récits et des manières de se représenter la ville différents de ceux qui dominent depuis les années 1980.

BIBLIOGRAPHIE

Aalbers, M. (Ed.) (2012), *Subprime Cities: The Political Economy of Mortgage Markets*, Blackwell, Oxford.

Amin A. (Ed.) (1994), *Post-Fordism: A Reader*, Blackwell, Oxford.

Attuyer K., Guironnet A., Halbert L. (2012), « Turning Pumpkins into Carriages: Urban Development and the Financialization of Green Commercial Real Estate in France », *Articulo - Journal of Urban Research*, n° 9, pp. 1-20.

Bagnasco A., Negri N. (1994), *Classi, ceti, persone : esercizi di analisi sociale localizzata*, Liguori, Naples.

Bacqué M-H., Mehmache M. (2013), *Pour une réforme radicale de la politique de la ville*, Rapport à François Lamy, Ministre délégué chargé de la Ville.

Béal V. (2010), « Gouverner l'environnement dans les villes européennes. Des configurations d'acteurs restructurées pour la production des politiques urbaines », *Sociologie du Travail*, vol. 52, n° 4, pp. 538-560.

- Béal V. (2012), « Urban Governance, Sustainability and Environmental Movements: Post-democracy in French and British Cities », *European Urban and Regional Studies*, vol. 19, n° 4, 2012, pp. 404-419.
- Béal V. (2014), « Trendsetting cities : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales », *Métropolitiques*, 30 juin 2014. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Trendsetting-cities-les-modeles-a.html>
- Béal, V., Rousseau, M. (2008), « Néolibéraliser la ville fordiste. Politiques urbaines post-keynésiennes et re-développement économique au Royaume-Uni : une approche comparative », *Métropoles*, n° 4, pp. 160-202. <http://metropoles.revues.org/3502>
- Béal V., Gauthier M., Pinson G. (Dir.) (2011), *Le développement durable changera-t-il la ville ? Le regard des sciences sociales*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, Saint-Etienne.
- Bernt M., Haase A., Großmann K., Cocks M., Couch C., Cortese C. and Krzysztofik R. (2014), « How does(n't) Urban Shrinkage get onto the Agenda? Experiences from Leipzig, Liverpool, Genoa and Bytom », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38, pp. 1749-1766.
- Bidou C. (1984) *Les aventuriers du quotidien, essai sur les nouvelles classes moyennes*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Boltanski L., Chiapello E. (1999), *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*, Gallimard, Paris.
- Borraz O. (1998), *Gouverner une ville. Besançon 1959-1979*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- Brand U., Sekler N. (2009), « Postneoliberalism: Catch-all Word or Valuable Analytical and Political Concept? », *Development Dialogue*, vol. 51, pp. 5-13.
- Brenner N. (2004), *New State Spaces: Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford University Press, Oxford.
- Brenner N., Theodore N. (Eds.) (2002), *Spaces of Neoliberalism: Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell, Oxford.
- Brenner N., Marcuse P., Mayer M. (2009), « Cities for people, not for profit », *City*, vol. 13, n° 2-3, pp. 173-184.
- Brenner N., Peck J., Theodore N., (2012), *The Afterlives of Neoliberalism*, Bedford Press/ Architectural Association, London.
- Broudehoux A.-M. (2007), « Spectacular Beijing. The conspicuous construction of an Olympic Metropolis », *Journal of Urban Affairs*, vol. 29, n° 4, pp. 383-399.
- Buck N., Gordon I, Harding A., Turok I. (Eds.) (2005), *Changing Cities: Rethinking Urban Competitiveness, Cohesion and Governance*, Palgrave Macmillan, London.
- Carriou C., Ratouis O. (2014), « Actualité des modèles urbanistiques », *Métropolitiques*, 18 juin 2014. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Actualite-des-modeles.html>
- Castells M. (1973), *Luttes urbaines*, Maspero, Paris.
- Castells M. (1993), « European Cities, The Information Society, and the Global Economy », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 84, n° 4, pp. 247-257.
- Chatterton P. (2013), « Towards an Agenda for Post-carbon Cities: Lessons from Lilac, the UK's First Ecological, Affordable Cohousing Community », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, n° 5, pp. 1654-1674.
- Crouch C. (2004), *Post-Democracy*, Polity Press, Cambridge.

Dalton R., Kuechler M. (Eds) (1996), *Challenging the Political Order: New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford University Press, Oxford.

Douillet A-C., Faure A., Halpern C., Leresche J-P. (Dir.) (2012), *L'action publique locale dans tous ses états. Différenciation et standardisation*, L'Harmattan, Paris.

Dupont V., (2011), « The Dream of Delhi as a Global City », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, pp. 533-554.

Eisinger, P. (2000) « The Politics of Bread and Circuses: Building the City for the Visitor Class », *Urban Affairs Review*, vol. 35, n° 3, pp. 316-33.

Epstein R. (2013), *La Rénovation urbaine. Démolition-reconstruction de l'État*, Presses de Sciences Po, Paris.

Espaces et Sociétés (2007), « Villes et 'best practices' », n° 131.

Fainstein S. (2010), *The just city*, Cornell University Press, Ithaca.

Faucher-King F., Le Galès P. (2007), *Tony Blair, 1997-2007 : le bilan des réformes*, Presses de Sciences Po, Paris.

Frenzel F., Beverungen A. (à paraître), « Value struggles in the creative city: A People's Republic of Stokes Croft? », *Urban Studies*, In press.

Gyford J. (1985), *The Politics of Local Socialism*, Allen and Unwin, London.

Hall T., Hubbard P. (eds.) (1998), *The Entrepreneurial City: Geographies of Politics, Regime, and Representation*, Wiley, Chichester et New York.

Halpern C., Pollard J. (2013), « Les acteurs de marché font-ils la ville ? », *EspaceTemps.net*.

Harvey D. (2000), *Spaces of Hopes*, Edinburgh University Press, Edinburgh.

Harvey D. (2001) *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography*, Routledge, New York.

Harvey D. (2012), *Rebel cities. From the right to the city to the urban revolution*, Verso, New York.

Harvey D. (2014a), *Seventeen Contradictions and the End of Capitalism*, Oxford University Press, Oxford.

Harvey D. (2014b) [1989], « Vers la ville entrepreneuriale. Mutation du capitalisme et transformations de la gouvernance urbaine », in Gintrac C., Giroud M. (Dir.), *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Les Prairies Ordinaires, Paris, pp. 95-133.

Heath J., Potter A. (2006), *Révolte Consummée : le mythe de la contre-culture*, Naïve, Paris.

Heinelt H., Kubler D. (Eds.) (2005), *Metropolitan Governance. Capacity, Democracy and the Dynamics of Place*, Routledge, London.

Holloway J. (2008), *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Synepse, Paris.

Holloway J. (2010), *Crack capitalism*, Pluto Press, London.

Holt Gimenez E., Shattuck A. (2011), « Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation? », *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 1, pp. 109-144.

Imbroscio D. L. (1997), *Reconstructing city politics: Alternative economic development and urban regimes*, Sage, London.

Imbroscio D. L. (2003), « Overcoming the neglect of economics in urban regime theory », *Journal of Urban Affairs*, vol. 25, pp. 271-284.

Jouve B., Lefèvre C. (Dir.) (2002), *Métropoles ingouvernables*, Elsevier, Montréal.

- Kantor P. (2013), « The Two Faces of American Urban Policy », *Urban Affairs Review*, vol. 49, n° 6, pp. 821-850.
- Kriesi H., Koopmans R., Duyvendak J. W., Giugni M. (1995) *New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis*, University of Minnesota Press, Minneapolis.
- Lagroye J., François B., Sawicki F. (2002), *Sociologie politique*, Presses de Sciences Po/Dalloz, Paris.
- Le Galès P. (1990), « Crise urbaine et développement économique local en Grande-Bretagne : l'apport de la nouvelle gauche urbaine », *Revue Française de Science Politique*, vol. 40, n° 5, pp. 714-735.
- Le Galès P. (1995), « Politique de la ville en France et en Grande-Bretagne : volontarisme et ambiguïté de l'État », *Sociologie du travail*, vol. 37, n° 2, pp. 249-275.
- Le Galès P. (1998), « Regulation and Governance in European Cities », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 22, n° 3, 1998, pp. 482-506.
- Le Galès P. (2003), *Le retour des villes européennes, Société urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- Logan J., Molotch H. (1987), *Urban Fortunes: The Political Economy of Place*, University of California Press, Los Angeles.
- Mayer M. (1993), « The role of urban social movement organizations in innovative urban policies and institutions », in Getimis P., Kafkalas G. (Eds.), *Urban and Regional Development in the New Europe*, Topos, Athens.
- Mayer, M. (2000), « Social movements in European cities: transitions from the 1970s to the 1990s », in A. Bagnasco A., Le Galès P. (Eds.), *Cities in contemporary Europe*, Cambridge University Press, Cambridge.
- McCann E., Ward K. (Eds.) (2011), *Mobile Urbanism: Cities and Policy-Making in the Global Age*, University Press of Minnesota, Minneapolis.
- Merrifield A. (2014), *The New Urban Question*, Pluto Press, London.
- Metzger J., Allmendinger P., Oosterlynck S. (Eds.) (2014), *Planning Against the Political: Democratic Deficit in European Territorial Governance*, Routledge New York.
- Morange M., Fol S. (2014), « Ville, néolibéralisation et justice », *justice spatiale | spatial justice*, n° 6, <http://www.jssj.org>
- Morel Journal C., Sala Pala V. (2011), « Le peuplement, catégorie montante des politiques urbaines néolibérales ? », *Métropoles*, 10, <http://metropoles.revues.org/4536>
- Moulaert F., Rodriguez A., Swyngedouw E. (Eds.) (2005), *The Globalized City: Economic Restructuring and Social Polarization in European Cities*, Oxford University Press, Oxford.
- Moulaert F., Martinelli F., Gonzalez S. Swyngedouw E. (2007), « Introduction – Social innovation and governance in European cities: Urban development between path dependency and radical innovation », *European Urban and Regional Studies*, vol. 14, n° 3, pp. 195-209, 2007.
- Murray M. (2011), *City of Extremes. The Spatial Politics of Johannesburg*, Duke University Press, Durham.
- Myers G. (2011), *African Cities. Alternative visions of Urban Theory and Practice*, Zed Books, London/ New York.

- Oosterlynck S., González S. (2013), « 'Don't Waste a Crisis': Opening up the City Yet Again for Neoliberal Experimentation », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, n° 3, pp. 1075-1082.
- Pasotti E. (2010), *Political Branding in Cities. The Decline of Machine Politics in Bogota, Naples, and Chicago*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Peck J., (2011a), « Geographies of policy: from transfer-diffusion to mobility-mutation », *Progress in Human Geography*, vol. 35, n° 6, pp. 773-797.
- Peck J. (2011b), « Creative moments: working culture, through municipal socialism and neoliberal urbanism », in McCann E., Ward K. (Eds.), *Mobile urbanism: cities and policymaking in the global age*, University of Minnesota Press, Minneapolis, pp. 41-70.
- Peck J., Tickell A. (2002) « Neoliberalizing space », *Antipode*, vol. 34, n° 3, pp. 380-404.
- Peck J., Theodore N., Brenner N. (2010) « Postneoliberalism and its malcontents », *Antipode*, vol. 41, n° 6, pp. 1236-1258.
- Theodore N., Peck J. (2012), « Framing neoliberal urbanism: Translating 'commonsense' urban policy across the OECD zone », *European Urban and Regional Studies*, vol. 19, n° 1, pp. 20-41.
- Peterson P. E. (1981), *City Limits*, University of Chicago Press, Chicago.
- Pinson G. (2002), « Political government and governance: strategic planning and the reshaping of political capacity in Turin », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 26, pp. 477-493.
- Pinson G. (2007), « Gouverner une grande ville européenne. Les registres d'action et de légitimation des élus à Venise et Manchester », *Sciences de la Société*, n° 71, pp. 89-113.
- Pinson, G. (2009), *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Portes A., Roberts B. (2005), « The free-market city: Latin American urbanization in the years of the neoliberal experiment », *Studies in Comparative International Development*, vol. 40, n° 1, pp. 43-82.
- Pow C. P., Neo H. (à paraître), « Modelling green urbanism in China », *Areas*, In press.
- Pruijt H. (2003), « Is the Institutionalization of Urban Movements Inevitable? A Comparison of the Opportunities for Sustained Squatting in New York City and Amsterdam », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, n° 1, pp. 133-157.
- Raco M, Lin W-I, 2012, « Urban sustainability, conflict management, and the geographies of postpoliticism: a case study of Taipei », *Environment and Planning C: Government and Policy*, vol. 30, n° 2, pp. 191-208.
- Rapoport E. (à paraître), « Globalising sustainable urbanism: the role of international masterplanners », *Area*, In press.
- Reigner H. (2013), *Sous les pavés de la qualité urbaine. Gouvernement des territoires, gouvernement des conduites et formes renouvelées de la domination dans la ville néohygiéniste*, Dossier pour l'habilitation à diriger des recherches en science politique, Institut d'Etudes Politiques de Paris.
- Renard V. (2008), « La ville saisie par la finance », *Le débat*, n° 148, pp. 106-117.
- Rimmer P. J. (1991), « The global intelligence corps and world cities: engineering consultancies on the move », in Daniels P. W. (Ed.), *Services and Metropolitan Development: International Perspectives*, Routledge, London, pp. 66-106.

- Robinson J. (2011), « The travels of urban neoliberalism: Taking stock of the internationalization of urban theory », *Urban Geography*, vol. 32, n° 8, pp. 1087-1109.
- Rousseau M. (2009), « Re-Imaging the City Centre for the Middle Classes. Regeneration, Gentrification and Symbolic Policies in 'Loser Cities' », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, n° 3, pp. 770-788.
- Rousseau M. (2011), *Vendre la ville (post) industrielle. Capitalisme, pouvoir et politiques d'image à Roubaix et à Sheffield (1945-2010)*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Saint-Etienne/Université de Lyon.
- Rousseau M. (2013), « Villes post-industrielles : pour une nouvelle approche », *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/Villes-post-industrielles-pour-une.html>
- Rousseau M. (2014), « Redéveloppement urbain et (in)justice sociale : les stratégies néolibérales de « montée en gamme » dans les villes en déclin », *justice spatiale | spatial justice*, n° 6, <http://www.jssj.org>
- Rousseau M., Béal V., Faburel G. (Dir.), 2014, *Pratiques et politiques de la ville solidaire*, Rapport de recherche, Programme « Ville solidaire », DIHAL/PUCA.
- Roy A. (2011), « Slumdog Cities: Rethinking Subaltern Urbanism », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, n° 2, pp. 223-238.
- Saint-Martin, D. (2000), *Building the New Managerial State. Consultant and the Politics of Public Sector Reforms in Comparative Perspective*, Oxford University Press, New York.
- Schilling J., Logan J. (2008), « Greening the Rust Belt », *Journal of the American Planning Association*, vol. 74, n° 4, pp. 451-466.
- Schmid C. (2012), « Henri Lefebvre, the right to the city, and the new metropolitan mainstream », in Brenner N, Marcuse P., Mayer M. (Eds.), *Cities for people, not for profit: critical urban theory and the right to the city*, Routledge, New York, pp. 42-62.
- Simone A. (2010), « A Town on its Knees? Economic Experimentations with Postcolonial Urban Politics in Africa and Southeast Asia », *Theory, Culture & Society*, vol. 27, n° 7-8, pp. 130-154.
- Soderstrom O., Paquot T. (2012), « Modèles urbains », *Urbanisme*, n° 383.
- Sourel K., Youn E. (2009), « Urban Restructuring and the Crisis – A Symposium with Neil Brenner, John Friedmann, Margit Mayer, Allen J. Scott, and Edward W. Soja », *Critical Planning*, vol. 16, pp. 35-58.
- Stone C. (1989), *Regime politics: Governing Atlanta 1946-1988*, University Press of Kansas, Lawrence.
- Stone C. (1993), « Urban Regimes and the Capacity to Govern: A Political Economy Approach », *Journal of Urban Affairs*, vol. 15, n° 1, p. 1-28.
- Stone C. (2004), « It's more than the economy after all: Continuing the debate about urban regimes », *Journal of Urban Affairs*, vol. 26, pp. 1-19.
- Storper M. (2013), *Keys to the City: How Economics, Institutions, Social Interactions and Politics Shape the Development of City-Regions*, Princeton University Press, Princeton.
- Swyngedouw E. (2007), « The Post-Political City », in BAVO (Ed.), *Urban Politics Now*, NAI Publishers, Netherlands Architecture Institute, Rotterdam, pp. 58-76.
- Swyngedouw E. (2011), « Les contradictions de la ville post-politique. A la recherche d'une politique démocratique de production environnementale », in Béal V., Gauthier M., Pinson G.

(Dir.), *Le développement durable changera-t-il la ville ? Le regard des sciences sociales*, Publication de l'Université de Saint-Etienne, Saint-Etienne, pp. 129-159.

Tarrow S. (1994) *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge University Press, New York.

Tissot S. (2014), « Loving diversity/controlling diversity: exploring the ambivalent mobilization of upper-middle-class gentrifiers, South End, Boston », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38, n° 4, pp. 1183-1196.

Thorn H., Wasshede C., Nilson T. (Eds.) (2011), *Space for Urban Alternatives? Christiania 1971-2011*, Gidlunds forlag, Mokolinta.

Uitermark, J. (2004), « The co-optation of squatters in Amsterdam and the emergence of a movement meritocracy: a critical reply to Puijitt », *International Journal of Urban and Regional Research*, 28.3, p. 687-698.

Unger R. M. (1987), *False Necessity: Anti-Necessitarian Social Theory in the Service of Radical Democracy*, Cambridge University Press, Cambridge.

Wu F. (2003), « The (post-) socialist entrepreneurial city as a State project: Shanghai's reglobalisation in question », *Urban Studies*, vol. 40, n° 9, pp. 1673-1698.

Yates J. S., Bakker K. (2013), « Debating the 'post-neoliberal turn' in Latin America », *Progress in Human Geography*, vol. 38, n° 1, p. 62-90.

NOTES

1. D'autres travaux qualifient ces politiques, et les représentations de la ville qu'elles véhiculent, de « *conventional wisdom* » (Buck *et al.*, 2005), de « *common sense* » (Theodore et Peck, 2012) ou encore de « *metropolitan mainstream* » (Schmid, 2012). Ces expressions renvoient toutes à une même réalité : celle de politiques urbaines dominées par les impératifs de compétitivité et fondées sur des catégories – durabilité, mixité, densité, créativité, mobilité, qualité, etc. – présentées comme « évidentes » et faisant de ce fait l'objet de discussions limitées.

2. Par exemple, la crise a clairement réorienté le programme URBACT de l'Union Européenne : celui-ci accorde désormais une plus grande importance à l'inclusion sociale et à la fourniture des services publics, mais sans pour autant questionner les causes profondes de la crise (Oosterlynk et Gonzalez, 2013). Cette évolution est également visible dans la plupart des États occidentaux comme le Royaume-Uni, où le programme de la « *Big Society* » a été présenté comme un levier permettant de maintenir un niveau minimum de services publics tout en favorisant la participation des communautés locales, et la France où le « Grand Emprunt » a servi à financer des programmes urbains mêlant objectifs environnementaux et sociaux (comme celui de rénovation thermique des logements piloté par l'ANAH). Aux États-Unis, cette évolution a été encore plus nette, puisque la revalorisation des questions urbaines sur l'agenda fédéral, initiée par l'administration Obama dès 2008, s'est accompagnée du lancement de nouvelles politiques sociales à la suite du vote de l'*American Recovery and Reinvestment Act* de 2009 et de la mise en place du « *Choice neighborhoods and promise neighborhoods* ». Toutefois, cette évolution ne s'est pas doublée d'une remise en cause du primat développementaliste des politiques urbaines américaines (Kantor, 2013).

3. Les instruments au service du développement économique local inventés par le mouvement de la *New Urban Left* sous un mode alternatif verront par la suite leur finalité nettement réorientée.

4. D'autres travaux, comme ceux de sociologie politique, utilisent la notion d'institutionnalisation dans un sens différent qui renvoie à la création d'un ordre institutionnel routinier contribuant à cristalliser des valeurs, des normes, des rôles et des représentations stables de l'institution (Lagroye, 2002 : p. 145-150).
5. Pour un exemple de ce type de conflit, on renverra à l'analyse du quartier « créatif » de Stokes Croft à Bristol réalisée par Frenzel et Beverungen (à paraître).